

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 530 - 29 novembre 1990 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

- SOUSCRIPTION 2
- PRIX GONCOURT
- ÉCOLOGIE
- FÊTE DE NANTES 3
- INSULTE A LA RÉSISTANCE FRANÇAISE DANS L'EX-RDA 6
- SANTÉ RATIONNÉE 7
- SYNDICALISME
- LES COMMUNES
- AIRBUS A.340
- RETOUR SUR UNE CATASTROPHE

DONNER DE LA FORCE AU MOUVEMENT POPULAIRE

A une semaine de la Conférence Fédérale, les Communistes font le point de leur avancée, de leurs progrès, pour mieux confirmer, enrichir, dans la préparation de leur 27^e congrès, la politique qu'ils avaient définie lors de leur congrès précédent.

Les luttes qui ont marqué cette période ont montré avec force que l'Union et le rassemblement que nous ne cessons de proposer à notre peuple, a commencé à se réaliser.

Nous l'avons vérifié avec ceux des Chantiers, des Hôpitaux, des Finances, de la SEMITAN, avec les Lycéens, autour d'objectifs comme le maintien d'hôpitaux, la construction de lycées

Ces dernières semaines avec les rassemblements contre la C.S.G., malgré l'ampleur des moyens que s'est donné le Gouvernement pour justifier son projet, des salariés, des retraités avec la C.G.T., F.O., la C.G.C. ont décidé de manifester ensemble pour dire non à ce nouvel impôt.

En votant la censure, les députés communistes ont donné de la force à l'exigence majoritaire des Français. Contre ce recul sans précédent qu'est l'impôt C.S.G., il s'agit évidemment de poursuivre.

Le rassemblement qui se construit dans la Fonction publique constitue un nouveau et puissant pôle de résistance à la politique du Gouvernement.

Le refus de la guerre dans le Golfe doit s'exprimer avec plus de force.

L'Union pour se défendre et pour que ça change, l'idée du "tous ensemble" a incontestablement progressé ces derniers mois dans

notre département.

Dans toutes les luttes, les salariés de plus en plus nombreux constatent qu'ils trouvent indéfectiblement les Communistes à leurs côtés.

Nombre d'entre eux mesurent mieux aujourd'hui, voire découvrent, le rôle que joue le P.C.F. face à la politique de droite mise en œuvre avec la droite.

Pour rassembler tous ceux qui veulent le retour à une politique de gauche, nombre d'entre eux nous disent "heureusement que vous êtes là".

Dans chaque lutte, dans chaque initiative, des salariés, des chômeurs, des femmes, particulièrement des Jeunes décident d'adhérer au PCF. 38 l'ont fait lors de la fête de Nantes.

Depuis le dernier congrès, notre fédération a progressé en nombre de cellules et d'adhérents. A ce jour, elle compte déjà autant d'adhérents qu'à la fin de 1989 et tout laisse penser que d'ici la fin de l'année, de nombreuses autres personnes vont venir renforcer le PCF.

Le mouvement social en a besoin. Là encore, soyons plus ambitieux. Montrons à tous ceux qui comprennent, le rôle et la force que doit avoir notre Parti, que cette question est leur affaire et qu'ils ne peuvent laisser le soin à personne d'autre, de la régler à leur place.

Dans cet esprit, amis lecteurs des Nouvelles, nous vous invitons à prendre toute votre place et y inviter votre entourage.

Jean-René TEILLANT
Membre du Secrétariat Fédéral

COUPS DE...

OUI, UNE POLITIQUE DE GAUCHE

En écho à Pierre MAUROY, la Fédération socialiste de Loire-Atlantique prétend qu'en votant la motion de censure contre la Cotisation Sociale Généralisée, le parti communiste "a porté un coup au combat de la gauche".

Doucement.

Car peut-on assimiler la C.S.G. à une mesure s'inscrivant dans une politique de gauche ?

Elle est un nouvel impôt frappant d'abord et surtout les travailleurs, épargnant le capital, un impôt destiné à s'alourdir d'année en année. De plus, elle vise directement et immédiatement les protections sociales trop lourdes aux yeux du premier ministre ; elle est prétexte à l'annonce d'une remise en cause de la retraite dans son principe même. Elle attaque la base fondamentale de la Sécurité Sociale et tend à substituer le financement public à la cotisation patronale.

Excusez du peu...

Les communistes ne sont d'ailleurs pas les seuls à trouver la pillule amère. La C.G.T., la C.G.C., F.O., des associations familiales et d'autres, protestent. Si la C.F.D.T. défend mortibus la réforme gouvernementale, dans ses rangs, à la base, existent beaucoup d'interrogations. Comme dans les rangs même du Parti socialiste.

Et si le gouvernement, au lieu de recourir au 49.3, retirait son néfaste projet ? Sûr, cela ferait une forte majorité de Françaises et de Français satisfaits et en premier lieu les gens de gauche qui veulent une politique de gauche.

C'est encore possible.

...PIOCHE !

SUCCÈS DE LA FÊTE DE NANTES DU PCF



Une partie de l'assistance pendant le meeting (Photo Patrice Bidard)

**Une foule nombreuse — 38 adhésions au PCF
La Section de Nantes franchit le cap des 1 000 adhérents**

SOUSCRIPTION 70^e ANNIVERSAIRE DU PCF

3^{ème} liste, arrêtée
au 22 novembre 1990

VÉTÉRANS:

Jean Boré, 250 F (Nantes); Marthe Gallet, 250 F (St-Nazaire); Jean Bourmaud, 30 F (St-Nazaire); Maurice Laredo, 100 F (Nantes); Alexandrine et Henri Moysan, 300 F (Rezé); Alice et Frédo Launay, 200 F (Nantes); Anne et Gilles Gravoille, 1000 F (B.-Loire); Xavier Mercier, 150 F (Nantes); Pierre Gaudin, 200 F (Nantes); Adrien Godeau, 200 F (Nantes); Lucien Chaumont, 300 F (La Turballe); Renée et Gaston Jacquet, 800 F (Nantes); Jean Josnin, 50 F (Vertou); Georgette et R. Lecossois, 100 F (Trois-Rivières).

SAINT-NAZAIRE:

Chantiers: Guy, 300 F. — Penhoët: Christian Cadoret, 100 F. — Richarderie: la cellule, 400 F; M. Athimon, 100 F; sur liste Jean Noël, (mécanique) 95 F. — Ile d'Aix: la cellule, 900 F; C.D.H., 500 F; Michel Mahé, 200 F; Yves Madec, 100 F; anonyme, 500 F; Pierre Lemoine, 500 F. — Tour du Commerce: Mireille et Gaby Rocher, 500 F. — Bouletterie: M. Mme Maurice Lemaitre, 200 F.

BASSE-LOIRE:

Marie Zimmer, 30 F. — Kanapa: Roger Barbotteau, 700 F.

LA BRIÈRE:

Trois cellules de Trignac: Ioto, 7000 F; Souscription, 2121,50 F. — Crossac: la cel-

FIDÉLITÉ

Accompagnant un chèque de 100 F pour la souscription, nous avons trouvé ce petit mot d'un couple de vétérans communistes aux revenus modestes qui rend leur geste encore plus significatif.

«Nous donnons chaque fois un peu, en arrondissant le chèque en paiement de nos timbres. Et je mets tous les jours 1 F dans un petit pot. Quand il est plein, je donne la somme correspondante à notre trésorière. Amitiés.»

lule, 300 F; J.-C. et F. Audouin, 100 F. — Trignac centre: Yves Lemoine, 100 F; Denise Le Daleron, 200 F; Raymond Le Daleron, 50 F. — Donges: M. Mme Chazal, 400 F. — Montoir: Alain Pussat, 400 F. — Kérivel-St-Malo-

de-Guersac: R. David, 20 F; H. Coleno, 20 F; Tessier, 50 F; H. Aoustin, 50 F; A. Tual, 10 F; Letilly, 15 F. — Trignac Certé: sur liste, 90 F.

SAINT-SÉBASTIEN:

Cellule Bouvier: cellule, 1000 F. — Cellule Chassé: cellule, 665 F; Jean-Paul Bazantay, 200 F; André Liminana, 230 F; Yves Ardil, 100 F. — Cellule Dallidet: cellule, 1000 F.

SAINT-HERBLAIN:

Jara: Gilbert Simonin, 100 F.

PRESQU'ILE GUÉRANDAISE:

Cellule Gabriel Péri: Batsur-Mer: la cellule, 1000 F. — La Turballe: don caisse C.D.H., 300 F.

VAL DE LOIRE:

Lénine (Ste-Luce): la cellule, 500 F. — Ligné: Anne Morinière, 200 F; Raymonde Quéhen, 100 F; anonyme, 20 F.

PAYS DE RETZ:

Bourgneuf: la cellule, 250 F; Paul Légié, 50 F; Michel Bouquet, 100 F. — Cellule Robert Albert: la cellule, 1500 F; Jean-Paul Riou, 160 F.

CHATEAUBRIANT:

Madeleine et Michel Prodeau, 300 F.

PARTI PRIS POUR L'ÉCOLOGIE

UN LIVRE DE SYLVIE MAYER
PARU A « MESSIDOR »

L'écologie, tout le monde en parle. Certains s'en réclament pour bâtir des projets politiques alternatifs. Mais qu'est-ce au juste ?

C'est à cette première question que l'ouvrage de Sylvie Mayer veut répondre. A l'aide de quelques dossiers clairs sur la forêt, l'aménagement de la Loire, la gestion des déchets et la pollution industrielle, etc., l'auteur définit l'enjeu réel de la lutte pour la protection de l'environnement: c'est la vie sur terre, son évolution en fonction de l'utilisation maîtrisée des techniques et technologies modernes.

S'appuyant sur son expérience de dirigeante communiste, responsable de la section "Environnement" de son parti, Sylvie Mayer développe une vue renouvelée des questions de l'environnement et de leurs profondes implications nationales et internationales.

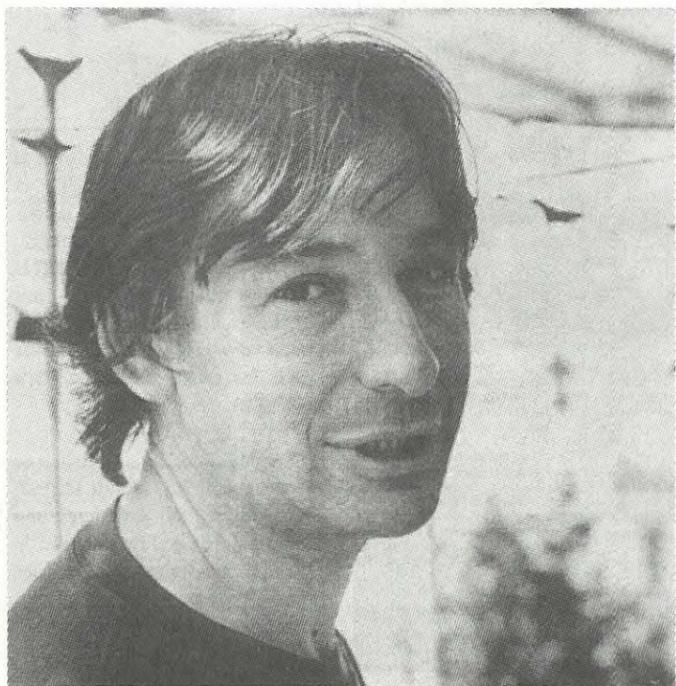
Sylvie Mayer est en outre chercheur en biologie marine à l'université de Bretagne occidentale (Brest). Elle est l'auteur d'un rapport sur les inégalités devant la santé paru à "la Documentation française" (1982).

Ces ouvrages sont en vente au
LIVRE OUVERT
21, rue du Calvaire, Nantes

Le Prix Goncourt à Jean Rouaud, originaire de Campbon, Loire-Atlantique, pour « Les Champs d'Honneur » (Editions de Minuit)

SOUVENIRS D'EN FRANCE

Avec ces cent soixante et une denses pages de mémoires d'enfance, les jurés du prix littéraire le plus convoité ont couronné — une fois n'est pas coutume — une première œuvre qui fait plus que promettre. C'est justement la mission du Goncourt



Jean Rouaud. Une telle maîtrise de langue, ce n'est pas donné à tout le monde.

La famille et la province font recette ces temps-ci dans la vitrine des libraires. La sombre chronique des frères Romance, du prix Renaudot Jean Colombier, se déroule sur les routes de Haute-Vienne. L'enfance dorée de Philippe Labro, dispensé de Goncourt, gambade dans les verts paradis du Sud-Ouest. « Les Champs d'honneur » de Jean Rouaud s'étendent sous les perpétuelles pluies de Loire-Atlantique. Une averse de compliments tomba dès sa sortie aux éditions de Minuit sur ce premier roman d'un kiosquiste de 38 ans. Parmi les hommages immédiats des chroniqueurs littéraires, celui de Claude Prévoist paru dans "L'Humanité" du 5 septembre dernier.

« On a beau être blasé, on s'enchantait ici dès les premières pages tendrement burlesques qui racontent les tribulations d'un grand-père dans sa vieille 2 CV, les obsèques de la petite tante Marie, pieuse vieille fille; qui se souvient des hauts et surtout des bas d'un cercle de famille populaire dessiné dans le périmètre de plusieurs générations et dans le décor villageois

d'une contrée océanique. Papis et Mamies, papa et maman, oncles et marraines dressent leurs pittoresques profils sous le regard étonné d'un petit garçon qui deviendra grand écrivain sous le nom de Jean Rouaud.

« Voilà, poursuit Claude Prévoist, un jeune romancier qui a déjà une belle écriture, embrassant beaucoup de registres (...). Car ce nouveau venu ne se contente pas de décrire; il raconte. Il raconte trois décès de proches, survenus à peu d'intervalle, dans les années 60 (...). A partir de là, l'auteur fait ressurgir en 160 pages « ce composé d'amour et de mort » que constitue l'histoire d'une famille. Le récit avance peu à peu, au gré imprévisible d'une structure en puzzle et parfois un mystère se présente, « comme si dans ce puzzle nous nous trouvions en présence d'une pièce de trop »: il s'agit d'un secret de famille qui sera dévoilé à la fin. En attendant les cases se remplissent (...).

« Jean Rouaud décrit avec force les horreurs de la guerre, en particulier dans une séquence que j'oserai qualifier de sublime »: « C'est ainsi que Joseph

vit se lever une aube olivâtre sur la plaine d'Ypres. Dieu, ce matin-là, était avec eux. Le vent complice poussait la brume verte en direction des lignes françaises, pesamment plaquée au sol, grand corps mou épousant les aspérités du terrain, s'engouffrant dans les cratères, avalant les bosses et les frises de barbelés, marée verticale comme celle de la Mer Rouge qui engloutit les chars de l'armée du pharaon. (...)

Claude Prévoist concluait: « Les souvenirs familiaux, tristes et gais, se fondent dans les ténèbres de la tragédie nationale, dont les effets se font sentir encore. Être capable d'éprouver cela et de rendre avec une telle maîtrise cette langue, ce n'est pas donné à tout le monde. N'en doutons pas: un écrivain est né. Non des moindres. »

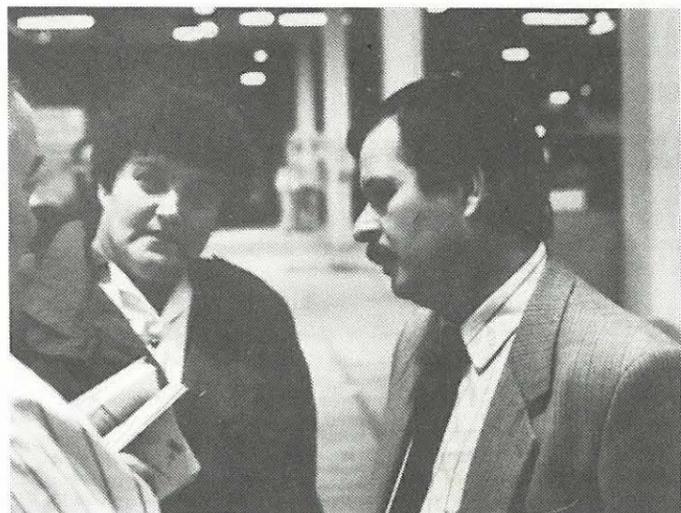
Le trophée fameux, qui assure à son lauréat une vente d'au moins 300 000 exemplaires, a été attribué à Jean Rouaud au second tour de scrutin par 8 voix contre 2 au « Petit garçon » de Philippe Labro.

FÊTE DE NANTES DU P.C.F. : ÉDITION 1990 RÉUSSIE

Une foule nombreuse s'était donnée rendez-vous les 17 et 18 novembre à la Beaujoire pour l'édition 1990 de la Fête de Nantes du P.C.F.

38 adhésions ont été réalisées ; la section de Nantes atteignant ainsi le cap des 1 000 adhérents. Cette manifestation s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle, ce qui n'excluait pas le sérieux dans les nombreuses discussions engagées autour des stands, dans les débats sur la situation en Allemagne ou celle des transports en commun nantais.

Côté spectacles, les démonstrations sportives, Catherine Réau et son orgue de Barbarie, le tour de chant de Martine Sarri ont été appréciés par les spectateurs nombreux et attentifs.



Jackie HOFFMANN et Gilles BONTEMPIS



La Jeunesse Communiste accueille...



ON DISCUTE...

(photos Patrice BIBAR)

Enfin, dimanche, Jackie Hoffmann, membre du Bureau Politique, prenait la parole au meeting : l'occasion de préciser utilement quelques points qui ne sont pas de détails, sur l'opposition des communistes à la C.S.G., sur le plan gouvernemental de démantèlement de la Sécurité Sociale, sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'hôpital public, à Nantes comme dans le reste du pays. Elle devait également évoquer la lutte des lycéens et la nécessité pour les peuples d'imposer des solutions pacifiques au Moyen-Orient. La Fête de Nantes avait, cette année encore, cette caractéristique : une fête politique (ce qui n'exclut pas le plaisir de la fête), qui constitue un véritable événement dans la vie de Nantes.

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE JACKIE HOFFMANN, membre du Bureau Politique du PCF

Dans un mois, lors de notre 27^e Congrès le Parti Communiste fêtera son 70^e anniversaire. Je ne veux pas commencer cette intervention, sans dire combien je suis fière (et je suis sûre que ce sentiment est partagé par vous tous ici) d'être de ce Parti là. Oui je crois que nous pouvons être fiers de notre identité de communiste français, de notre histoire, des idéaux et de la politique que nous défendons, pour lesquels nous nous battons. Pas sans erreur, ni sans défaut, certes, mais toujours du bon côté : celui de la défense des intérêts de notre peuple et de notre pays. Jamais pris en défaut sur la solidarité internationale, sur la paix et sur l'amitié entre les peuples...

La France est un pays riche, doté de ressources considérables, d'un haut niveau de maîtrise des techniques. Mais c'est pourtant le pays où jour après jour une société invivable, inhumaine se met en place, protégeant les forts mais impitoyable pour les plus faibles.

Dans votre département, plus de 100 000 personnes connaissent une situation de chômage ou de précarité. Et pour ceux et celles qui ont la chance de travailler comme on dit les conditions sont de plus en plus dures, aléatoires.

Le droit au logement social est bafoué ; particulièrement dans ces grandes villes dont le gouvernement veut faire des technopoles européennes. Les familles populaires, les quartiers ouvriers dans des "technopoles" cela fait désordre ! Alors on vide les grands centres urbains de leur population ouvrière, pour faire la part belle au "standing" et à la spéculation immobilière.

Quant au pouvoir d'achat, chacun de vous le sait bien, il se réduit d'année en année comme une peau de chagrin.

On le voit, ce sont tous les domaines qui sont touchés par les reculs sociaux et démocratiques. Et c'est particulièrement vrai avec le projet

dangereux de "Contribution Sociale Généralisée". Dès son annonce, il a soulevé un tollé quasi général de la part des syndicats, des Mutuelles, des associations familiales, de retraités, de chômeurs. On le comprend. Ce nouvel impôt est profondément injuste, il constitue une attaque d'ampleur contre l'ensemble de notre Sécurité sociale.

Injuste ! Oui incontestablement ! Et Rocard et Evin ont beau triturer les chiffres, ils n'arriveront pas à escamoter la réalité. La réalité c'est que cette contribution sera financée à 80 % par les salariés (c'est-à-dire vous et moi) à 12 % par les non salariés (c'est-à-dire les retraités, les chômeurs, les commerçants, les paysans, les professions libérales...) et, tenez-vous bien, à 8 % par les revenus du capital. C'est-à-dire que les spéculateurs paieront onze fois moins que la grande majorité des familles !...

Dangereuse aussi et grave, cette contribution l'est parce qu'elle remet en cause le financement de la Sécurité sociale... Le but de la Contribution Sociale Généralisée est de substituer petit à petit à la part patronale, l'imposition des familles.

... Nous accuser de faire le jeu de la droite en nous opposant à la C.S.G., c'est accuser tous ceux et celles qui refusent ce mauvais coup. C'est un chantage ignoble destiné à faire accepter les mesures les plus anti-sociales. C'est ce gouvernement là qui fait le travail de la droite. Le ministre Claude Evin s'est d'ailleurs vanté d'avoir repris, avec la C.S.G., un projet que la droite n'avait pu imposer.

Quant à nous, notre but est simple, nous voulons utiliser tous les moyens à notre disposition pour repousser ce nouvel impôt...

Nous voyons bien que les dirigeants socialistes tournent le dos à l'union. A la faveur du dernier remaniement, ils ont même fait entrer un ministre de droite de plus, fidèle de

R. Barre, Bruno Durieux, réputé pour être parti en guerre, flanqué de l'extrême droite contre le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Il est un autre projet dont je veux souligner la gravité, c'est la réforme hospitalière.

Il s'agit de faire de l'hôpital une entreprise comme les autres dégageant rentabilité, profit, productivité, la santé deviendrait une marchandise commercialisable...

C'est par exemple le cas chez vous avec la suppression de 540 lits à l'hôpital de LA DROITIÈRE et leur transfert vers le C.H.R. de Nantes. C'est bien la fermeture de la DROITIÈRE qui est envisagée et vous avez eu raison d'engager la lutte, et de la poursuivre...

Et que vaut une politique qui ne fait pas sa place à la jeunesse, ni dans l'accès au droit à une formation de qualité, ni dans l'accès à un bon travail, à un logement de qualité, aux loisirs. Sacrifier la jeunesse, c'est sacrifier la France. C'est pourquoi, cela va sans dire, notre soutien aux lycéens qui exigent les moyens d'étudier est total.

... Leurs revendications sont justes, on peut les satisfaire. C'est ce qu'ont proposé les députés communistes en s'opposant au projet actuel de budget de l'Education Nationale, en demandant des crédits d'urgence (10 milliards), le gouvernement l'a bien fait pour envoyer des soldats dans le Golfe et au-delà en exigeant à nouveau qu'on retire 40 milliards de francs du budget de surarmement pour les consacrer aux écoles, aux lycées, aux universités.

La détermination des lycéens vient de leur permettre d'obtenir un premier succès avec le déblocage de 4,5 milliards. Cela constitue un formidable encouragement à poursuivre la lutte. Et si je n'avais qu'un conseil à donner, je dirais aux lycéens et aux lycéennes : " Ne vous laissez pas diviser, ni récupérer par qui que ce soit"...

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE"
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36.
REDACTION : Tél. 40.89.72.28.
TELECOPIE : 40.48.65.76.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

LE NOM DE RÉSISTANTS FRANÇAIS RETIRÉS D'ÉDIFICES ET RUES DE L'EX-RDA

INDIGNATION ET INQUIÉTUDE

Des rues et des édifices publics portant notamment les noms de Jean-Pierre Timbaud - fusillé en 1942 à Châteaubriant par la Gestapo à qui le gouvernement de Vichy l'avait livré - et de Jacques Duclos sont actuellement débaptisés sur tout le territoire de l'ex-RDA.

Dans une lettre adressée à Michel Rocard, André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, demande au premier ministre de "faire part aux autorités allemandes de l'indignation (que ces actes) suscitent parmi tous ceux qui se souviennent de l'action héroïque engagée par ces représentants éminents du mouvement progressiste et antiraciste français au péril de leur existence". Le dirigeant communiste souligne : "Paris doit faire connaître l'inquiétude légitime que font naître en France des actes de nature à faire douter de la résolution de l'Allemagne réunifiée à exorciser ses

démons du passé et à affecter l'avenir des relations franco-allemandes".

A Strasbourg, René Piquet, président du groupe Coalition des gauches au Parlement européen, a adressé un message au bourgmestre de Berlin. Le député communiste demande au maire de la ville, "au nom de l'amitié entre nos peuples et du respect dû aux combattants de la liberté et de la démocratie, de renoncer" au projet de retrait des plaques de rues et place de Berlin portant des noms de résistant français.

Par ailleurs, Jean-Pierre Brard, député-maire communiste de Montreuil, qui fut la ville de Jacques Duclos, est venu à Berlin. Accompagné d'historiens et de résistants français, il a fleuri les plaques de ces rues.

Préparez les Fêtes avec

H. MARTIN votre traiteur

Ses charcuteries fines
Ses foies gras - Ses terrines

Du simple plat à
votre Menu complet

DEVIS GRATUIT

2, place A.-Briand
COUERON - Tél. 40.86.16.30

MAISON DUMOULIN

COUERON

VETEMENTS YVES

Place Aristide-Briand
Téléphone : 40.86.10.95

CHEMISERIE, PARDESSUS, IMPERS
COSTUMES, VESTES, PANTALONS
GRAND CHOIX

PASCALE LAURENCE

8, rue Henri-Gautier
Téléphone : 40.86.16.90

CONFECTION DAMES
FILLETES

CHAUSSURES
CORDONNERIE

R. HERCELIN

Place Alsace-Lorraine
COUERON
(derrière l'église)

Voici la Quinzaine Commerciale de Couëron, la 29^e du genre. Le but de cette initiative commerciale est, bien sûr, d'abord de promouvoir le commerce local, à une période de l'année la plus favorable aux achats. Et pour que chacun y trouve son compte, nombreux parmi les acheteurs seront les heureux bénéficiaires des 40 000 F en liquide, ou des bons d'achat de 7 000 F, 5 000 F, 2 000 F, 1 000 F et des nombreux bons d'achat de 200 F. De plus, grâce au tirage journalier, chaque soir, vous pourrez gagner d'autres bons d'achat pour une valeur totale de 1 000 F : un bon de 500 F, un bon de 300 F et un bon de 200 F.

Rappelons que pour gagner, il suffit d'effectuer un achat chez un commerçant couëronnais ou même chez un marchand forain, affichant l'un et l'autre le panneau «Participe à la Quinzaine Commerciale», et ce, du 1^{er} au 15 décembre. L'acheteur se verra alors remettre un billet de la Quinzaine pour 10 F d'achat et tranche de 10 F, billet composé de deux volets, l'un pour le tirage quotidien, l'autre pour le tirage final qui aura lieu le 9 janvier 1991 à l'Hôtel du Cheval-Blanc. Les lots seront distribués fin janvier. Annonce sera faite dans la presse.

Voilà bien des raisons, amis lecteurs, d'effectuer tous vos achats, du 1^{er} au 15 décembre, chez les commerçants couëronnais. Ceux-ci ont confiance en leur initiative et ils ont raison. Ils prouvent ainsi que leur commune est bien vivante, active et entend le demeurer. Car, n'oublions pas qu'en employant quelque 1 500 personnes, l'artisanat et le commerce couëronnais sont de loin la plus importante entreprise de la commune du point de vue de l'emploi. Cela n'efface pas les autres problèmes et les difficultés que nous connaissons, mais contribue à la défense d'une action locale déterminante.

Alors, plein succès à la 29^e Quinzaine Commerciale de Couëron, reflet d'une orageuse volonté de faire vivre et prospérer le commerce et l'artisanat locaux.

ART ET DECORATION Gaston Prampart Fils

Rue Joséph.-Even
COUERON - Tél. 40.86.11.95
DROGUERIE - CADEAUX
Papiers peints - Décoration
Entreprise de peinture

DE NOMBREUX LOTS A GAGNER :

- 40 000 F en liquide
- 5 000 F en bon d'achat
- 1 000 F en bon d'achat
- 7 000 F en bon d'achat
- 2 000 F en bon d'achat
- et de nombreux bons d'achat de 200 F

Concours "Les Enseignes"

Concours organisé par le Groupe Artistique Léon Moinard et l'UDICA pendant la Quinzaine Commerciale.

Du 1^{er} au 16 décembre 1990, le Groupe Artistique Léon Moinard exposera chez les commerçants participants à la Quinzaine Commerciale qui le désireront, une ou plusieurs enseignes.

La participation aux frais sera de 30 F par enseigne exposée.

Le concours est gratuit. Il consistera à cocher sur la feuille :

"QUINTÉ DES ENSEIGNES" dans l'ordre, les cinq enseignes préférées. Ces fiches de participation seront à la disposition du public chez les exposants. Elles devront être déposées dans l'urne le mardi 18 décembre au plus tard.

Parmi les gagnants du "QUINTÉ", six personnes se verront récompensées d'une ESTAMPE A L'EAU FORTE, par le Groupe Artistique Léon Moinard. En cas de pluralité, ces six gagnants seront tirés au sort.

Les deux enseignes les plus désignées recevront un objet d'art offert par l'UDICA.

La remise des lots aura lieu le vendredi 4 janvier 1991, dans la salle de la Boule d'Or, à 18 h 30.

SUPER U

Groupés, on est moins cher !

C'est ça le système U

Ets SANZ et fils

LA CHABOSSIERE
Bd de la Libération
44220 COUERON

PARTICIPE A
LA QUINZAINE
COMMERCIALE

Unis, les hommes sont plus forts !

LA SANTÉ RATIONNÉE

Claude Evin, ministre des Affaires sociales, a présenté devant le Conseil des ministres une série de mesures qui constitue le second volet de la Contribution sociale généralisée (CSG). Il s'agit de rationner les dépenses de santé. Le premier décret concerne le remboursement des médicaments. Selon le ministre, "il marque la volonté de réforme structurelle du flux de médicaments remboursés". Le gouvernement entend "monter un système dans lequel les médicaments coûteux verront leur remboursement soumis à une entente préalable" entre la Sécurité sociale et les prescripteurs. La rétention des médicaments n'est pas la seule voie explorée par le gouvernement. Un projet de loi très technique détaille en effet les moyens de réduire les prestations servies aux assurés dans le cadre des soins pratiqués en cliniques ou dans les hôpitaux.

NON AU REGROUPEMENT DES COMMUNES

Dans une lettre à Luc Dejoie, Président de l'Association Fédérative Départementale des Maires de Loire-Atlantique, Marc Justy, Président des Elus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique, fait état des interrogations de Maires du département sur le projet de loi "Joxe-Baylet".

Ce projet, écrit Marc Justy, "est sans ambiguïté. C'est le regroupement pur et simple des communes, le regroupement systématique sous l'autorité de l'Etat, par l'intermédiaire des Préfets".

Il montre, ensuite, les différents aspects néfastes du projet sur la démocratie, les finances communales, la décentralisation, l'avenir des collectivités locales.

Dans ces conditions, il demande à l'Assemblée Fédérative d'engager "un débat de fond sur cette question".

"Le dernier Congrès de l'Association des Maires de France, poursuit-il, qui s'est déroulée du 23 au 26 octobre 1990 a démontré que ce débat est possible et nécessaire et a prouvé l'attachement des élus locaux au maintien et au développement de nos 36 000 communes de France".

Pour Marc Justy, ce débat permettrait de "répondre à l'attente de nos collègues Maires et, d'autre part, et contribuerait à mettre en échec cette offensive contre les communes".

LE SYNDICALISME D'ACTION A DE L'AVENIR



149 délégués représentant 50 entreprises ont été rassemblés pendant deux jours pour participer au 39^e Congrès de l'Union Locale CGT de Saint-Nazaire.

Cette présence a montré l'expression d'un syndicalisme de lutte bien vivant et dynamique, elle a aussi reflété une mobilisation de toutes les Sections Syndicales.

La discussion très riche a montré que de nombreuses luttes ont débouché sur des succès revendicatifs :

Pluri. Services : + 5 F de l'heure
- Peaudouce : salaire mini à 6 300 F - embauche à la CPAM - nouveau réformeur inscrit au budget 91 à ELF - sur le port des investissements ont été gagnés - au Chantier : le résultat de la lutte ap-/Naval paraît encore aujourd'hui avec les négociations engagées par la Direction, l'an prochain, 1 150 personnes auront

une promotion - aux ARNO : augmentation de salaire.

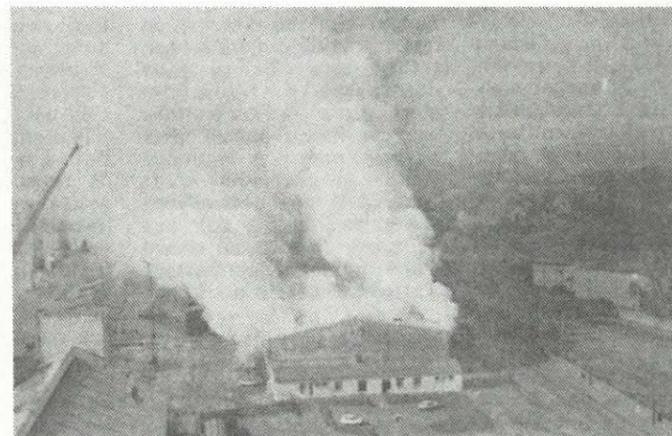
Ces acquis ouvrent des perspectives pour un développement des luttes s'appuyant sur un mécontentement grandissant de différentes couches de la population, à l'exemple de l'action contre la C.S.G.

Le Congrès a décidé une initiative d'action la plus large possible à l'occasion de la venue du Ministre de l'Industrie à Saint-Nazaire, au mois de décembre.

Il a également été décidé une grande campagne de resyndicalisation dans toutes les entreprises.

Daniel LEMASSON a été ré-élu Secrétaire Général de l'Union Locale. Il est entouré, au secrétariat de Bernard VAUSELLE, Jo PATRON, Yvon TOUGNAUD et Bernard JOSSO, d'un bureau de 15 membres et d'une commission exécutive de 49.

RETOUR SUR UNE CATASTROPHE INDUSTRIELLE



Le 29 octobre 1987 un grave accident survenait au dépôt Loiret et Haentjens, près des quais de la Roche-Maurice à Nantes. Un nuage toxique s'échappait de l'entrepôt obligeant l'évacuation de 25 000 personnes sur 7 communes de l'agglomération nantaise. Aujourd'hui, les dirigeants de l'entreprise sont renvoyés devant la justice et devront répondre de l'infraction du Code Pénal du Travail et du non respect de la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées.

Au-delà du jugement des responsables de l'entreprise, qu'en

est-il des propositions formulées par les communistes ?

- la levée du secret imposé par les industriels sur les produits entreposés,

- le respect et l'élargissement des compétences des Comités d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail,

- l'élargissement des compétences de la Commission des Grands Equipements,

- l'application de la directive "SOVESO" aux 500 000 établissements classés ainsi qu'aux zones portuaires et de stockage.

COOPÉRATION LIBREMENT CONSENTIE

La naissance du SIERNA n'a pas fait un SCOP dans la presse nazairienne après l'historique soirée du mercredi 14 novembre dans la salle du conseil municipal de Saint-Nazaire.

10 maires, siégeant côte à côte, venant affirmer l'un après l'autre à la tribune, leur accord avec cette forme de coopération, puis les votes unanimes pour élire Président, Vice-Président et membres du Bureau, sans querelle ni bâton, représente bien une grande soirée...

La mise en place du SIERNA témoigne du rôle joué par Jean-Louis LE CORRE à la présidence du SIRNA.

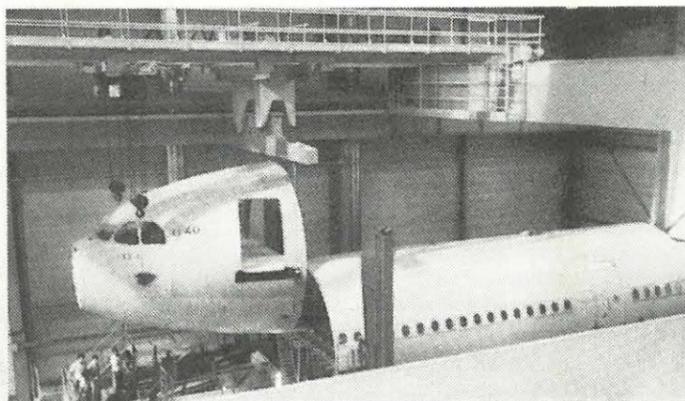
Dans cette démarche, il n'y a ni "réalité historique", ni antagonisme politicien, ni croque en jambe, ni mérite du contrat Rocard pour obliger les élus du coin (voir Ouest-France du 19 novembre 1990), tout simplement une volonté unanime de mieux servir et desservir les habitants de chacune des communes, de se donner des moyens nouveaux pour le faire.

Au premier plan de ces actions : percevoir le 1 % du versement transport, faire tomber (???) au plus vite l'octroi que constitue le péage du pont, une bataille que les communistes ne découvrent pas aujourd'hui et qu'ils ne boudront pas.

Les maires communistes de l'agglomération sont attachés à la coopération intercommunale volontaire, et avec la même force ils ont opposés à la loi Joxe, comme le sont d'ailleurs de nombreux maires, comme en témoigne leur congrès dans une période récente...

PREMIÈRE AÉRONAUTIQUE A L'USINE DE GRON LIVRAISON DU FUSELAGE DU PREMIER AIRBUS A.340

EN DEHORS DU FASTE OFFICIEL, LES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS METTENT EN LUMIÈRE QUELQUES RÉALITÉS



"... Cet événement est certes très important, il confirme la très bonne santé des programmes Airbus, leur niveau de vente et les perspectives sociales normalement offertes devant un tel succès.

Si pour la première fois depuis 1980, les effectifs de l'usine de Saint-Nazaire ne sont pas à la baisse et enregistrent au contraire une très légère progression, il faut cependant souligner que l'établissement nazairien a subi de graves amputations sur sa capacité de production.

Confiné aujourd'hui dans le seul assemblage de gros éléments, Saint-Nazaire perd chaque jour un peu de son identité, pour devenir une usine sous traitance de Toulouse, qui serait sans doute malmenée avec la privatisation d'Airbus Industrie sous domination allemande...

- Sous effectifs chroniques avec un recours aux heures supplémentaires...

- Fermeture de secteurs d'activité porteurs de hautes qualifications tels la mécanique, l'outillage et l'entretien

- Niveau de sous traitance atteignant 50 % du plan de charge de l'établissement

Le nombre de pièces manquantes sur ce tronçon en partance pour Toulouse, 1 200, est révélateur de critères de gestion qui répondent mal aux besoins exprimés tant par les salariés que par les productions de l'établissement...

Le rachat d'entreprises américaines de Havilland, Loral, les formidables besoins de financement que cela entraîne s'appuient sur une politique d'austérité à l'encontre de tous les besoins sociaux exprimés par les salariés..."

Les élus Communistes et Républicains mettent ensuite en relief les atteintes aux libertés au sein de l'entreprise et le refus de répondre aux revendications du personnel. Ils terminent en appelant les salariés à se rassembler pour d'autres choix.